

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CONSULTATION :	26 JVR 17 ECO
OBJET :	Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD
PROCEDURE :	Accord-cadre sur procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article R 2123-1 du Code de la Commande Publique. Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande
ANNEXE	Annexe 1 - Acceptation du CCP

AVICENNE



125, route de Stalingrad
93009 Bobigny

JEAN VERDIER



Avenue du 14 juillet,
93140 BONDY

RENE MURET



Avenue du Dr Schaeffner
93 270 SEVRAN

Ce document comprend 20 pages



AP-HP.
Hôpitaux universitaires
Paris Seine-Saint-Denis

SOMMAIRE

ARTICLE I.	OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
SECTION 1.01	OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
SECTION 1.02	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
SECTION 1.03	DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD CADRE	4
SECTION 1.04	ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	4
SECTION 1.05	PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE II.	SPECIFICATIONS TECHNIQUES	5
SECTION 2.01	MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	5
SECTION 2.02	COLLECTES ET LIVRAISONS	6
SECTION 2.03	APPAREILS DENTAIRE MOBILES	6
(A)	PROTHESE DENTAIRE ADJOINTE	6
(B)	PROTHESE ADJOINTE RESINE	7
(C)	PROTHESE ADJOINTE SUR PLAQUE BASE METALLIQUE (HORS PANIER DE SOIN)	7
(D)	PROTHESES CONJOINTES SUR DENTS NATURELLES	7
SECTION 2.04	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
SECTION 2.05	DEFAUT DE CERTIFICATION	9
SECTION 2.06	GARANTIE	9
ARTICLE III.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
SECTION 3.01	COMMANDES	9
SECTION 3.02	CONTROLE	10
SECTION 3.03	SUIVI DE L'ACCORD CADRE	10
SECTION 3.04	INSERTION DE FOURNITURES OU PRESTATIONS NOUVELLES	10
SECTION 3.05	CONSIDERATIONS SOCIALES	10
SECTION 3.06	CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	10
ARTICLE IV.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE V.	OBLIGATION DU TITULAIRE	11
SECTION 5.01	DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERSONNELS	11
SECTION 5.02	OBLIGATION DE DISCRETION	12
SECTION 5.03	MESURES DE SECURITE	12
SECTION 5.04	SANCTIONS	12
ARTICLE VI.	AVANCE	12
ARTICLE VII.	PRIX DE L'ACCORD CADRE	12
SECTION 7.01	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	12
SECTION 7.02	MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	13
ARTICLE VIII.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	13
SECTION 8.01	ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	13
SECTION 8.02	MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT DES COMPTES	13

SECTION 8.03	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	13
SECTION 8.04	DELAÏ GLOBAL DE PAIEMENT	14
ARTICLE IX.	PENALITES	14
SECTION 9.01	PENALITES DE RETARD	15
SECTION 9.02	PENALITES LIEES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS	15
SECTION 9.03	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	15
ARTICLE X.	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	16
SECTION 10.01	MOTIFS DE RESILIATION	16
SECTION 10.02	RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	16
SECTION 10.03	RESILIATION POUR INEXECUTION NON FAUTIVE	16
SECTION 10.04	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	16
SECTION 10.05	INDEMNITE DE RESILIATION	16
SECTION 10.06	RESILIATION EN CAS D'INEXACTITUDE DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDES	16
ARTICLE XI.	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE	17
SECTION 11.01	EN CAS DE D'INEXECUTION D'UNE PRESTATION OU DE CARENCE DANS L'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE	17
SECTION 11.02	APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	17
ARTICLE XII.	MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE	17
ARTICLE XIII.	PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE	17
ARTICLE XIV.	TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	18
ARTICLE XV.	NANTISSEMENT	18
ARTICLE XVI.	ASSURANCES	18
ARTICLE XVII.	CERTIFICATS	18
ARTICLE XVIII.	DROIT	19
ARTICLE XIX.	DEROGATIONS AU C.C.A.G.	19

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Article I. Objet de la consultation - Dispositions générales

Section 1.01 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent les prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD.

Les HUPSSD souhaitent développer une activité d'odontologie sur le site Jean Verdier à Bondy, dans le cadre d'une mesure nouvelle.

Dans le cadre de cette activité, Il est nécessaire d'établir un accord-cadre permettant d'assurer la fabrication, la fourniture et la livraison de prothèses dentaires à destination patients.

Accord-cadre à bons de commande

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le montant des prestations à bon de commande pour toute la durée de l'accord cadre est défini(e) comme suit :

Seuil minimum HT	Sans objet	Euros
Seuil maximum HT	210 000,00	Euros

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l' article R2122-4 du code de la commande publique.

Section 1.02 Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lot, en effet, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Section 1.03 Date d'effet et durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour une période de deux (2) ans à compter de sa date de notification.

L'accord cadre pourra être reconduit tacitement deux fois, à la date d'échéance pour une période d'un an.

Section 1.04 Accord-cadre à bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

26 JVR 17 ECO	Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD	4 / 20
CCP	Avril 2026	

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro de l'accord cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Section 1.05 Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière,
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.)
- Le bordereau des prix unitaires,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures courantes et services (CCAG-FCS), arrêté du 30 mars 2021
- Les bons de commandes
- L'offre technique et financière du titulaire

i Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne fait pas partie des documents contractuels.

Article II. SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Section 2.01 Modalités d'exécution de l'accord-cadre

Le Titulaire doit fournir tous les documents attestant de sa qualité professionnelle dont :

- Autorisation d'exercer
- Numéro d'agrément
- Inscription aux ordres professionnels

Le Titulaire précise les noms et qualifications des techniciens qui interviennent pour réaliser les prestations.

Le titulaire s'engage à :

- Respecter le Règlement UE 2017/745 (MDR) et toutes normes françaises et européennes applicables,
- Assurer la traçabilité complète de tous les matériaux et dispositifs,
- Fournir la preuve de certification ou d'accréditation de l'unité de fabrication (ISO, NF, ou équivalent) et préciser le délai de mise en conformité si une démarche est en cours,
- Se conformer automatiquement à toute nouvelle norme ou réglementation applicable dès sa date d'entrée en vigueur,

26 JVR 17 ECO	Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD	5 / 20
CCP	Avril 2026	

- Autoriser le pouvoir adjudicateur à réaliser des audits qualité et contrôles à tout moment.

Section 2.02 Collectes et livraisons

La collecte des empreintes et la livraison des prothèses se font directement dans une boîte spécialement dédiée à cet effet au sein de l'hôpital Jean Verdier, sur la tranche horaire 12h00 14h00.

Lors de la réunion de mise en place du marché, le GHU précise au Titulaire le lieu exact où est située la boîte de dépôt et de collecte. Le GHU APHP Paris Seine-Saint-Denis remet au Titulaire une clé permettant à ce dernier d'ouvrir et de fermer ladite boîte.

Le Titulaire doit procéder à la collecte des empreintes dès lors qu'il est informé par le représentant du GHU d'un dépôt par courriel et/ou par téléphone, et ce dans le meilleur délai et au plus tard dans les 24h qui suivent l'information de dépôt.

La livraison doit être conforme au bon de commande et dans les délais fixés par celui-ci. Dès lors qu'une livraison est effectuée dans la boîte, le Titulaire en informe par courriel le représentant du GHU dont le nom et les coordonnées sont précisés à la réunion de lancement du marché.

La livraison et la collecte sont entièrement à la charge du titulaire de l'accord-cadre. Toutes les manipulations de fournitures sont à la charge et sous l'entière responsabilité du titulaire de l'accord-cadre.

En cas d'impossibilité pour le titulaire de respecter le délai de livraison inscrit sur le bon de commande, une nouvelle date doit être proposée par fax ou e-mail au responsable des achats, au plus tard 8 jours avant la semaine de livraison initialement fixée.

Section 2.03 Prothèses dentaires

(a) Prothèse dentaire adjointe

- Empreinte primaire
- Porte empreinte individuel en résine réalisé sur demande du praticien
- Maquette d'occlusion sur base dure stabilisée sur modèle avec bourrelet en cire
- Essayage dents montées sur cire après montage équilibré sur articulateur
- Modifications éventuelles, finitions

Le délai entre chaque étape prothétique est fixé à 4 jours ouvrés.

Les portes empreintes doivent être restitués, nettoyés au préalable, en même temps que chaque travail prothétique.

Les dents prothétiques utilisées sont les suivantes : Teintes VITA et en taille et forme adaptées au patient.

Une fiche technique du fabricant indiquant la composition et la conformité au label CE doit être joint.

Les travaux doivent être réalisés après montage sur articulateur apte à reproduire les mouvements mandibulaires en ouverture/fermeture, diduction, propulsion et mouvements de latéralité.

Les candidats doivent préciser dans leurs offres la marque de composants utilisés pour la réalisation de la prothèse.

26 JVR 17 ECO	Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD	6 / 20
CCP	Avril 2026	

(b) Prothèse adjointe résine

Les prothèses type résine doivent être réalisées selon une technique par injonction.

Crochets :

- 1 à 11 dents : 4 crochets (fil rond au 9 ou 10)
- 12 dents : 2 crochets (fil rond au 9 ou 10)
- 13 dents : 1 crochet (fil rond au 9 ou 10)

De plus, selon les exigences techniques liées au type d'édentement, ils pourront être de type :

- Crochets planés
- Crochets façonnés
- Crochets coulés

(c) Prothèse adjointe sur plaque base métallique (hors panier de soin)

La plaque de base doit être d'une seule coulée sans soudure.

Le nombre, le type et la position des crochets, potences et taquets occlusaux sont conformes aux données acquises de la prothèse adjointe partielle métallique.

Les crochets peuvent être de type (selon le type d'édentement du patient ou à la demande du chirurgien-dentiste traitant) :

- Ackers
- Bonwill
- Nally-Martinet
- Roach

Le titulaire doit être à même de réaliser :

- Des dents sur contre-plaque
- Des dents massives

(d) Prothèses conjointes sur dents naturelles

Les prérequis sont les suivants :

- Inlay-onlay métal/céramique/composite
- Inlay-core avec ou sans clavette
- Prothèse conjointe unitaire ou plurale (bridge) métal, céramo métal, céramo-céramique de qualité dite « esthétique » comportant minimum 3 couches, zircone
- Attachement de précision

Les étapes prothétiques :

Les prothèses peuvent être réalisées avec ou sans :

- Réalisation de porte empreinte individuel
- Essai de l'inlay-core et empreinte secondaire
- Essai de l'armature
- Essai biscuit
- Glaçage après réglage

26 JVR 17 ECO	Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD	7 / 20
CCP	Avril 2026	

Les travaux doivent être réalisés après montage sur articulateur apte à reproduire les mouvements mandibulaires en ouverture/fermeture, diduction, propulsion et mouvements de latéralité.

Le titulaire doit effectuer, le cas échéant, tout type de réparation dont :

- Fracture simple ou complexe
- Adjonction de dent et de crochet
- Sans extension de selle
- Avec extension de selle
- Remplacement de dent et de crochet
- Rebasage : standard ou pose de base souple biocompatible : le matériau employé doit être précisé (Marque, fournisseur, fiche technique).

Les réparations ne pourront être effectuées dans un délai supérieur à 48h.

Le titulaire doit informer l'HUPSSD si des étapes de numérisation sont prévues à un moment de l'élaboration du travail prothétique

Section 2.04 Obligations du titulaire

Le Titulaire doit répondre aux exigences réglementaires en vigueur au premier jour du marché. En cas de modification de la réglementation portant sur un ou des dispositifs figurant sur le marché, le titulaire doit se mettre en conformité avec la nouvelle réglementation, sous peine de voir les marchés portant sur ces fournitures résiliées.

Les prothèses doivent être réalisées dans les règles de l'art, d'une façon irréprochable et selon les spécifications de CCP. Elles doivent satisfaire aux exigences esthétiques et fonctionnelles.

Les alliages métalliques employés devront être non ferreux, exempt de béryllium, de cadmium et de nickel, être biocompatible et résister à la corrosion. Ils doivent être conformes à la norme NF EN ISO 22674.

Tous les matériaux utilisés doivent répondre aux exigences réglementaires en vigueur au premier jour de l'accord-cadre et notamment présenter le marquage CE correspondant.

Les travaux prothétiques doivent être conformes à la directive européenne 93/42/Ce modifiée par la directive 2007/47/CE. Ils doivent satisfaire aux exigences essentielles applicables aux dispositifs médicaux en application de l'article R5211-24 du Code de la santé publique.

En cas d'apparition d'une nouvelle norme, celle-ci s'appliquera ipso facto aux produits livrés à compter de sa date d'effet. La référence aux normes doit être indiquée pour chaque produit.

Les travaux prothétiques doivent être accompagné par une déclaration de conformité du dispositif sur mesure selon les termes du livre II titre 1er du Code de la santé publique.

En cas de modification de la réglementation portant sur un ou plusieurs produits figurant à l'accord-cadre, le titulaire devra se mettre en conformité avec la nouvelle réglementation, sous peine de résiliation de u contrat.

Le Titulaire doit respecter impérativement les délais de livraisons indiqués dans son offre.

Le Titulaire est tenu de fournir au fur et à mesure de l'exécution de ses prestations l'ensemble des certificats de traçabilité des produits livrés.

26 JVR 17 ECO	Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD	8 / 20
CCP	Avril 2026	

Section 2.05 Défaut de certification

Les équipements et produits objet de l'accord-cadre doivent disposer au moment de la livraison, de toutes les autorisations et certifications requises pour leur distribution sur le marché européen.

Les équipements et produits faisant l'objet de certifications ou d'autorisations délivrées à titre provisoire doivent avoir obtenu au plus tard à l'expiration du délai contractuel de livraison la délivrance de leurs certifications et autorisations définitives.

En cas d'absence de certification ou d'autorisation définitive à l'expiration du délai contractuel de livraison, le pouvoir adjudicateur peut, de plein droit, résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire et le faire exécuter par autrui à ses frais et risques. La résiliation pour défaut de certification ou d'autorisation de distribution n'ouvre aucun droit à indemnisation pour le titulaire.

Section 2.06 Garantie

Les produits sont garantis contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, à compter du jour de l'admission, pendant le délai d'utilisation.

Le Titulaire garantit les appareils en cas de cassure liée à une fragilité de l'appareil. Les réparations ne donnent lieu à aucune facturation supplémentaire dans ce cas sauf si la cassure est le fait du patient. L'intervention doit être réalisée dans les plus brefs délais.

Le titulaire garantit les travaux effectués contre tous vices de fabrication pendant une durée minimale de deux ans. La réalisation d'une prothèse identique est alors exigée à titre gracieux, y compris à l'issue de l'accord-cadre.

Article III. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord cadre).

Section 3.01 Commandes

Les commandes se feront au fur et à mesure des besoins. Il n'y aura pas de minimum de commande (ni en quantité, ni en valeur).

Elles seront adressées au titulaire par courriel. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande à rappeler sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les dates, heure et lieu de réalisation des prestations.

La commande mentionnera la référence du devis préalablement accepté, si besoin.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution de l'accord cadre afin de permettre une réalisation à la date de début de l'accord cadre.

Si le titulaire de l'accord cadre est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire de l'accord cadre par les établissements de l'AP-HP sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'AP-HP : FR95267500452.

26 JVR 17 ECO	Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD	9 / 20
CCP	Avril 2026	

Les bons de commandes ne peuvent être passés dans le délai que pendant la période d'exécution de l'accord cadre.

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois après la fin de l'accord cadre.

Cependant, le délai d'exécution de ces bons peut aller au-delà du terme de l'accord cadre. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution de l'accord cadre pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité de l'accord cadre, dans la limite maximale de trois mois.

Section 3.02 Contrôle

Les HUPSSD se réservent le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations du titulaire par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

Section 3.03 Suivi de l'accord cadre

Toute non-conformité observée dans la prestation par le réceptionnaire ou autre utilisateur de la prestation donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par les HUPSSD et obligatoirement communiquée au titulaire.

Celui-ci est tenu, pendant toute la durée de l'accord-cadre, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai ne pouvant excéder quinze jours.

En cas de d'absence de réponse du titulaire ou d'actions correctives satisfaisantes, le marché sera résilié à ses torts conformément au chapitre VII du CCAG – FCS et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Section 3.04 Insertion de fournitures ou prestations nouvelles

Les HUPSSD se réservent le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures ou des prestations de service nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour ; elles seront introduites à l'accord-cadre par voie d'avenant.

Section 3.05 Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

Section 3.06 Considérations environnementales

Le présent accord-cadre comprend des considérations environnementales : dispositifs proposés pour réduire l'impact carbone pour la prestation (types de véhicules, énergies...).

Article IV. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

26 JVR 17 ECO	Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD	10 / 20
CCP	Avril 2026	

Article V. OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage :

- A respecter une obligation de vigilance sur le cumul des bons de commande qui lui seront adressés. Pour ce faire, le titulaire adressera obligatoirement à la Direction des Achats, un relevé de ses ventes par type de produit ou de prestation, en lui communiquant toute autre information qui serait utile.
- A veiller à ce que les prestations commandées soient bien référencées dans l'acte d'engagement du présent accord cadre. Dans le cas contraire, il sera fait retour du (des) bon(s) de commande erroné(s) au(x) service(s) émetteur(s).
- A informer sans délai de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie de l'accord cadre à un autre fournisseur ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution de l'accord cadre. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.
- Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de leur nature, le titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai le groupe hospitalier.

En cas de défaillance, les HUPSSD mettront en œuvre une procédure d'achat pour compte auprès d'un autre fournisseur.

- Sous-traitance : Il est interdit au titulaire du présent accord cadre de céder ou sous-traiter tout ou partie de la prestation en cours d'exécution sans y avoir été expressément autorisé par décision du pouvoir adjudicateur.

Section 5.01 Dispositions relatives aux personnels

Le titulaire doit prendre toutes mesures utiles pour que ses employés respectent la déontologie hospitalière, observent l'obligation de secret professionnel et effectuent leur travail sans causer aucune gêne au fonctionnement du service public. Ils doivent comprendre, parler et lire couramment le français.

Le personnel d'intervention et de remplacement nommément désigné par le titulaire, en vue de l'exécution des prestations du présent accord cadre est seul autorisé à intervenir sur le site pour lequel le présent accord cadre est conclu.

Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières et veille à les faire observer, notamment en ce qui concerne :

- Les alarmes de sécurité,
- L'encombrement de passages,
- Les zones interdites,

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres au Site et à préciser qu'il est interdit :

- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,

26 JVR 17 ECO	Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD	11 / 20
CCP	Avril 2026	

- De tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise.

Cette liste n'est pas limitative.

Section 5.02 Obligation de discrétion

Le titulaire qui, soit avant la notification de l'accord cadre, soit au cours de son exécution, a reçu des HUPSSD la communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielles ces informations.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'AP-HP, être communiqués à des tiers.

Toute infraction à l'obligation de discrétion et de confidentialité à laquelle il est tenu est passible de la mise en jeu de la responsabilité du titulaire.

Section 5.03 Mesures de sécurité

Lorsque la réalisation de la prestation nécessite une intervention ou un déplacement dans les secteurs sensibles ou protégés, le titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont imposées par l'établissement de santé.

Section 5.04 Sanctions

En cas de violation par le titulaire des obligations mentionnées aux alinéas précédents, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, les HUPSSD se réservent le droit de résilier l'accord cadre aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Article VI. AVANCE

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Article VII. PRIX DE L'ACCORD CADRE

Section 7.01 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations objet de l'accord cadre seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

26 JVR 17 ECO	Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD	12 / 20
CCP	Avril 2026	

Section 7.02 Modalités de variations des prix

Les prix des prestations objet de l'accord-cadre sont fermes durant la 1^{ère} année contractuelle. A l'issue de cette 1^{ère} année, les prix sont révisibles annuellement, à la date anniversaire de l'accord-cadre, par ajustement aux conditions tarifaires du titulaire et sous réserve de l'accord des HUPSSD.

Le titulaire adresse à la cellule des marchés des HUPSSD, au moins deux (02) mois avant l'échéance, ses prix révisés avec les éléments justificatifs détaillés aux coordonnées suivantes :

AP-HP HUPSSD
Cellule des Marchés Publics
2, rue Marcel Cachin
93009 Bobigny Cedex
Email : avc-cellule.marches@aphp.fr

En cas d'absence de demande ou de demande hors délai, les prix applicables resteront inchangés.

Prothèses inscrites à la Liste Des Produits Et Prestations Remboursables (LPPR)

Les prix des prothèses dentaires inscrites à la Liste des Produits et Prestations Remboursables (LPPR) sont révisibles uniquement en fonction des modifications publiées par la Sécurité sociale au Journal Officiel. Toute variation du tarif LPPR sera automatiquement appliquée au marché à compter de sa publication officielle. Aucune révision rétroactive ne pourra être demandée pour les périodes antérieures.

Clause de sauvegarde et clause butoir : si l'augmentation résultant de la révision est supérieure à 3%, l'AP-HP se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité.

Métaux précieux : les prix sont fermes par référence aux prix déboursés par le titulaire auprès de ses fournisseurs. Le titulaire applique le prix coûtant et joint à sa facture, celle de son fournisseur.

Article VIII. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Section 8.01 Acomptes et paiements partiels définitifs

Pour les prestations de fournitures et d'installation, les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

Section 8.02 Modalités de facturation et de règlement des comptes

Le paiement est effectué sur une demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire dans le délai global de paiement en vigueur à compter de la présentation de la demande de paiement.

Les prix facturés incluent tous les frais et charges.

Section 8.03 Présentation des demandes de paiements

La facture devra être, au format dématérialisé, sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Numéro de Siret APHP 267 500 452 01928 et code service en fonction des sites :

26 JVR 17 ECO	Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD	13 / 20
CCP	Avril 2026	

- 095 pour Avicenne,
- 032 pour Jean Verdier
- 069 pour René Muret

Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers pdf (signé ou non signé) cf. <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>.

Les factures doivent indiquer :

- Nom et adresse du créancier
- N° de son compte bancaire ou de son C.C.P. tel que précisé sur l'acte d'engagement
- Les numéros de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- Le code APE
- La désignation des prestations réalisées
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée)
- Le taux et le montant des taxes
- Le montant total des prestations réalisées T.T.C.
- Les numéros des bons de commande
- Le numéro de l'accord cadre
- Les n° des bons de réception des services et leur date

Les prestations hors accord cadre devront faire l'objet d'une facturation différente.

Pour les titulaires établis dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, la facture est établie pour un montant hors taxe avec le numéro de TVA intra-communautaire AP-HP. Le montant de l'engagement s'entend cependant TTC. Le paiement de la TVA est effectué à l'ordre de Monsieur le Directeur spécialisé des finances de l'AP-HP (code TPGAP K 99194) selon la réglementation en vigueur sur la TVA intra-communautaire.

Section 8.04 Délai global de paiement

Le délai de paiement prévu aux articles L2232-6 à L2232-7 du code de la commande publique susvisé est celui qui s'impose à l'acheteur en application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le Comptable assignataire des paiements est : Monsieur le Directeur spécialisé des finances publiques de l'Assistance Publique à Paris

Le délai maximum de paiement est de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique. Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Article IX. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

26 JVR 17 ECO	Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD	14 / 20
CCP	Avril 2026	

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont cumulatives.

Section 9.01 Pénalités de retard

Par dérogation au CCAG FCS :

- Les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable et leur montant n'est pas plafonné.
- Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant seraient inférieurs à 1 000 €.

Section 9.02 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Type de manquement	Réurrence	Montant
Retard d'exécution	Par jour de retard	50€ / jour
Non-conformité produit	Par occurrence	50 € / occurrence
Préjudice patient	Par occurrence	100 € / occurrence
Dysfonctionnement non lié au produit	Par occurrence	100 € / occurrence
Malfaçons du produit	Par occurrence	100€ / occurrence
Non-correction de malfaçons	Par occurrence	200€ / occurrence
Non délivrance de certificats de traçabilité	Par occurrence	250€ / occurrence

Section 9.03 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article X. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Section 10.01 Motifs de résiliation

Le Pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution de l'accord cadre à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Section 10.02 Résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, les HUPSSD se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Il est notamment précisé que la récurrence de malfaçons et/ou la non-correction de malfaçons sur des produits livrés constituent des motifs de résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire. La résiliation encourue dans ces cas de figure n'ouvre aucun droit à indemnisation du Titulaire.

Section 10.03 Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation de ce dernier. En complément des cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS, le Pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin à l'accord cadre pour perte d'objet de l'accord cadre ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations.

Section 10.04 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra à titre aucune indemnisation.

En complément de l'article 42 du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnité, l'accord cadre pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié à l'accord cadre, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

Section 10.05 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée en application des articles 39 à 41 du CCAG-FCS n'ouvrent pas droit à indemnité.

Section 10.06 Résiliation en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés

Concernant l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 de code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

26 JVR 17 ECO	Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD	16 / 20
CCP	Avril 2026	

Article XI. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE

Section 11.01 En cas de d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en cours d'exécution de l'accord cadre

En cas d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en qualité ou en quantité par le titulaire dans les délais, les HUPSSD pourront en outre faire procéder par un tiers à l'exécution de ladite prestation ou s'approvisionner auprès du fournisseur de son choix aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du C.C.A.G.- F.C.S.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire.

Dans ce cas, le titulaire de l'accord cadre est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de la date de reprise de l'exécution : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'exécution de l'accord cadre auprès d'un tiers fournisseur, et le titulaire de l'accord cadre en supportera les conséquences financières.

Section 11.02 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article XII. MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent cahier des clauses particulières dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références à l'accord cadre,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution de l'accord cadre par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier de l'accord cadre

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée du titulaire de l'accord cadre. La demande devra parvenir au représentant du pouvoir adjudicateur par LRAR.

Article XIII. PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE

Conformément à l'article R2194-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra en cas de prestations ne figurant pas dans cet accord cadre, mais dont l'exécution est devenue nécessaire à la suite d'une circonstance imprévue, avoir recours à une modification de l'accord cadre.

26 JVR 17 ECO	Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD	17 / 20
CCP	Avril 2026	

Article XIV. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel.

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées : 1000 € par infraction constatée par les HUPSSD.

Conformément au CCAG de référence, les HUPSSD peuvent résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

Article XV. NANTISSEMENT

L'accord cadre peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique.

Article XVI. ASSURANCES

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause aux HUPSSD en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents des HUPSSD ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant aux HUPSSD ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, aux HUPSSD, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Article XVII. CERTIFICATS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution de l'accord cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que les HUPSSD n'en fassent la demande express, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

26 JVR 17 ECO	Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD	18 / 20
CCP	Avril 2026	

Pour ce faire, les HUPSSD recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord cadre devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution de l'accord cadre, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

Article XVIII. DROIT

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient subvenir entre les HUPSSD et le titulaire de l'accord cadre, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.

Téléphone : 01 44 59 44 00, Télécopie : 01 44 59 46 46.

E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Article XIX. DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.- F.C.S., explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent CCP	Articles du C.C.A.G.- F.C.S. auxquels il est dérogé	Objet
Article 10	Article 14.1 du C.C.A.G.- F.C.S.	Pénalités de retard d'exécution
Article 10	Article 33 du C.C.A.G.- F.C.S.	Indemnité de résiliation
Section 9.02	Article 33 du C.C.A.G.- F.C.S.	Indemnité de résiliation



ôpitaux Universitaires de Paris Seine Saint Denis | Cellules des marchés | 125, rue de Stalingrad | 93009
Bobigny | 01.48.95.57.22 | avc-cellule.marches@aphp.fr

ACCEPTATION DU CCP

CONSULTATION : 26 JVR 17 ECO

OBJET : Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD

PROCEDURE : Accord-cadre sur procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article R 2123-1 du Code de la Commande Publique.

Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

Je soussigné(e)¹ atteste pour le compte de la société
avoir pris connaissance et accepter les conditions des Cahier Des Clauses Administratives et techniques.

A Le.....

Signature et cachet de la société

¹ Nom et qualité de la personne qui engage la société au même titre que l'acte d'engagement

26 JVR 17 ECO	Prestations de fabrication, fourniture et livraison de prothèses dentaires à destination des patients des HUPSSD	20 / 20
CCP	Avril 2026	